



## **Définir des objectifs de développement durable à l'horizon 2030**

*Janvier 2013*

**Auteurs:** Xue Lan (Université de Tsinghua, Chine et Sustainable Development Solution Network), Jeffrey D. Sachs (Université Columbia, Etats-Unis et Sustainable Development Solution Network), Guido Schmidt-Traub (Sustainable Development Solution Network, France), Laurence Tubiana (Iddri et Sustainable Development Solution Network), et les membres du Conseil de direction du Sustainable Development Solution Network (Réseau des Solutions pour le développement durable des Nations Unies)

### **Introduction**

Les chapitres de cet ouvrage décrivent la montée des inégalités dans de nombreuses régions du monde, une tendance qui semble traduire l'association complexe de forces technologiques, de la mondialisation et de politiques intérieures à des degrés divers. Quelles qu'en soient les causes, les conséquences d'une forte inégalité peuvent être graves, avec non seulement des sociétés qui sont moins justes, mais aussi des sociétés en moins bonne santé, politiquement plus instables et économiquement moins efficaces. Parvenir à une plus grande égalité économique n'est donc pas seulement un objectif moral, c'est aussi un objectif pratique. Ce n'est pas un hasard si « l'inclusion sociale » est l'un des principaux piliers du développement durable, en même temps que la croissance économique et la durabilité environnementale.

L'inégalité n'est pas non plus simplement un fait accompli. Les sociétés peuvent prendre des mesures pour rendre leurs économies plus égales tout en étant plus efficaces. Les démocraties sociales scandinaves, par exemple, sont caractérisées par de très faibles niveaux d'inégalité, qui s'accompagnent d'un degré élevé de confiance sociale, de pouvoirs publics de qualité, d'une bonne santé publique et d'un bien-être économique global. La clé, semble-t-il, est l'accès universel à l'investissement dans le capital humain, ce qui signifie en substance que tous les enfants d'une société, qu'ils soient nés dans une famille riche ou pauvre, doivent avoir la possibilité de développer leur plein potentiel de compétences et de bien-être physique. Les sociétés qui investissent massivement dans la santé publique, la nutrition des enfants, des garderies et des crèches de qualité, ainsi qu'une éducation publique et une bonne formation professionnelle, présentent une plus grande égalité sociale et économique, ainsi qu'un taux de chômage moins élevé et une plus grande prospérité économique moyenne.

Alors que les enjeux du développement durable sont raisonnablement bien compris, les progrès du monde ne sont pas suffisants en termes de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement économique, de maintien de l'inclusion sociale et de durabilité environnementale. Pour accélérer la résolution pratique de problèmes aux niveaux local, national, régional et mondial, le Secrétaire général Ban Ki-Moon a lancé le Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN, pour Sustainable Development Solutions

Network en anglais). Le Réseau a récemment élaboré un projet de cadre pour le développement durable, qui synthétise les défis auxquels sont confrontés les pays du monde – les riches comme les pauvres, notamment les défis en termes d'inégalité économique et sociale et d'inclusion sociale.

Nous présentons ici une version abrégée de ce cadre. Celui-ci concerne tous les aspects du développement durable, notamment l'élimination de la pauvreté, l'inclusion sociale, la protection des écosystèmes de la Terre et la bonne gouvernance des institutions publiques et privées nécessaires au développement durable. Le Réseau des solutions invite les organisations intéressées à se joindre à lui pour aider à promouvoir des solutions pratiques et innovantes pour relever les défis intégrés du développement durable dans toutes les régions du monde.

## **1. Les défis du développement durable mondial**

On peut difficilement exagérer l'ampleur du défi du développement durable au niveau mondial. La lutte contre la pauvreté a fait des progrès considérables, mais plus d'un milliard de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. L'inégalité et l'exclusion sociale se creusent dans de nombreux pays, riches et pauvres. Avec 7 milliards d'habitants et un PIB annuel de 70 000 milliards de dollars dans le monde, les impacts humains sur l'environnement ont atteint des niveaux dangereux et dépassent déjà certaines limites planétaires. En 2050, la population devrait atteindre entre 8,1 et 10,6 milliards d'habitants et le PIB global plus de 250 000 milliards de dollars.

Si cette croissance se produit sur la trajectoire actuelle, sans réduction drastique de la consommation des ressources et de la pollution causée par chaque dollar de production économique, les conséquences seront catastrophiques pour l'environnement. De plus, les modèles de croissance actuels n'offrent pas suffisamment d'emplois décentés et aggravent les inégalités au sein de nos sociétés. En un mot, nous avons besoin d'un nouveau cadre de croissance mondiale qui soit compatible avec les objectifs sociaux et environnementaux.

Avec le niveau actuel de population et de production économique dans le monde, de nombreux écosystèmes essentiels sont déjà menacés ou détruits. Le changement climatique n'est pas une menace lointaine mais une dure réalité, à la fois dans les pays riches et pauvres. Les températures mondiales sont en hausse ; les événements météorologiques extrêmes deviennent monnaie courante ; les océans s'acidifient ; la pêche est pratiquée jusqu'à l'épuisement ; de nombreuses ressources fossiles, notamment le pétrole et les eaux souterraines, s'épuisent rapidement ; et la Terre subit une extinction massive d'espèces sans précédent. Ces problèmes vont augmenter dangereusement et rapidement à moins que le monde ne change de cap de toute urgence.

Heureusement, une évolution rapide dans le bon sens est devenue tout à fait possible grâce à l'augmentation des revenus, au progrès scientifique et technologique sans précédent, à une prise de conscience politique croissante de la nécessité d'emprunter des voies de développement durable, ainsi qu'à la reconnaissance de l'importance du renforcement des partenariats mondiaux. Le monde dispose des outils nécessaires pour mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes, promouvoir la croissance économique et assurer la durabilité environnementale. Quand des outils améliorés sont nécessaires, notamment pour découpler le progrès économique de l'utilisation des ressources environnementales, ceux-ci peuvent être

développés grâce à une action concertée et la résolution pratique de problèmes par les gouvernements, les entreprises, la société civile, la science et les universités.

Aucun pays ne peut s'attaquer au défi du développement durable seul. Des solutions intégrées doivent être développées aux niveaux local, national, régional et mondial. Chaque pays doit relever le défi puisque les distinctions traditionnelles entre pays développés et pays en développement, ou entre donateurs et bénéficiaires, ne suffisent plus pour décrire le monde complexe dans lequel nous vivons. De même, les entreprises et la société civile doivent œuvrer pour réaliser le développement durable. Un cadre contraignant pour le développement durable est nécessaire pour mobiliser toutes les parties prenantes, expliquer les enjeux, orienter l'action opérationnelle à la bonne échelle, et servir de base à un véritable partenariat international.

Le Réseau des solutions pour le développement durable a été chargé par le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon d'engager les scientifiques, les ingénieurs, les dirigeants des entreprises et de la société civile et les praticiens du développement dans la recherche de solutions pratiques et concrètes aux problèmes.

## **2. Le cadre pour le développement durable**

Nous passons d'une période de développement définie par les Objectifs du Millénaire pour le développement<sup>1</sup> (OMD), qui doivent être atteints en 2015, à une période définie par des objectifs tenant compte de toutes les dimensions du développement durable : économiques, sociales et environnementales. La Conférence de Rio+20 a approuvé le concept d'Objectifs de Développement Durable à cet effet.

Les OMD ont réussi à attirer l'attention du monde sur l'élimination de l'extrême pauvreté sous toutes ses formes et la réduction des inégalités entre les sexes. Ils ont accéléré les progrès vers ces objectifs et sont devenus un cadre normatif pour le développement. La discussion autour d'un cadre post-2015 ne doit pas détourner l'attention de la réalisation des OMD d'ici la fin 2015, ou de la grande priorité qui est de mettre fin à l'extrême pauvreté. Pourtant, les défis actuels du développement durable dépassent la portée des OMD. Ils touchent tous les pays et tous les pays doivent contribuer aux solutions. Outre les gouvernements nationaux et locaux, les entreprises et les organisations de la société civile doivent également contribuer à relever les défis du développement durable.

Le cadre pour le développement durable décrit l'engagement de la société en faveur de quatre objectifs interdépendants : le développement économique (notamment la fin de l'extrême pauvreté), l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance (notamment la sécurité). Chacune de ces quatre dimensions du développement durable contribue aux trois autres, et toutes les quatre sont donc nécessaires au bien-être des individus et de la société. Le développement durable est parfois décrit par les trois premières dimensions : économique, sociale et environnementale. Nous ajoutons la bonne gouvernance et la sécurité personnelle comme quatrième dimension afin de mettre en évidence plusieurs conditions favorables au développement durable, notamment la transparence, les institutions efficaces, la primauté du droit, la participation et la sécurité personnelle, la responsabilité et

---

<sup>1</sup> Beaucoup d'autres objectifs convenus au niveau international existent et couvrent ensemble une grande partie du développement durable, mais ces objectifs ont été beaucoup moins efficaces que les OMD pour mobiliser l'attention du public et stimuler l'action.

le financement adéquat des biens publics. Ces normes de bonne gouvernance s'appliquent au secteur public, au secteur privé et à la société civile.

### *2.1. Développement économique et lutte contre la pauvreté*

Une tâche essentielle du développement durable est d'achever le travail visant à mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes et à promouvoir le développement économique. Un milliard de personnes environ restent dans l'extrême pauvreté, et sont dépourvues de revenus suffisants, de sécurité alimentaire, d'éducation, d'infrastructures de base et d'accès aux soins de santé, et se trouvent également parmi les plus vulnérables aux risques de catastrophe. En l'espace d'une génération, c'est-à-dire en 2030, il devrait être possible de faire en sorte que tous les ménages aient accès aux besoins de base grâce à des revenus suffisants, une alimentation décente, la sécurité alimentaire et l'accès universel aux services de santé primaires, notamment la prévention et le traitement de certaines maladies non transmissibles. De même, cette prochaine génération doit avoir accès à de bonnes conditions de développement de la petite enfance, à une éducation adéquate et des compétences professionnelles, et aux services d'infrastructure de base, notamment l'eau potable et l'assainissement, l'énergie propre et la connectivité à haut débit.

Si la plupart des pays dans le monde disposent de la base de ressources nationales nécessaires pour parvenir au développement durable, ce n'est pas le cas pour environ 50 pays à faible revenu ou autrement fragiles. Ils sont trop pauvres, trop lointains, trop déchirés par des conflits, trop dépourvus de ressources naturelles, ou trop accablés par d'autres défis pour atteindre seuls les objectifs de développement durable. Souvent, ils connaissent l'insécurité et les conflits armés. Ces pays, dont beaucoup se situent dans la Corne de l'Afrique, au Sahel, en Asie centrale, ou encore de nombreuses économies sans littoral ou insulaires, ont besoin d'un soutien international spécial pour briser le cercle vicieux du manque de développement économique, de dégradation de l'environnement, d'insécurité et de conflit.

La croissance démographique demeure très élevée dans certaines parties du monde. Pour permettre un développement durable, les pays où la croissance démographique reste élevée en raison d'une forte natalité doivent accélérer la réduction de leur taux de fécondité en élargissant l'accès à la planification familiale volontaire et à la santé reproductive, en investissant dans la survie des enfants, en favorisant la compréhension des avantages des petites familles, en investissant dans l'éducation des filles et en adoptant une approche holistique de l'autonomisation des femmes. L'accélération de la réduction de la fertilité a le potentiel d'ouvrir la voie à une période pendant laquelle la répartition par âge de la population est bénéfique pour la croissance économique, le nombre de travailleurs potentiels augmentant par rapport à celui des enfants et des personnes âgées. De nombreux pays à revenu moyen ont bénéficié de ces changements. Pour que les pays à faible revenu en fassent également l'expérience, il convient de développer les actions visant à promouvoir la réduction volontaire de la fécondité.

Grâce à une croissance économique diversifiée et écologiquement durable, tous les pays à faible revenu peuvent atteindre le seuil de revenu par habitant des pays à revenu moyen d'ici 2030. Les pays à revenu moyen d'aujourd'hui peuvent mettre fin à l'extrême pauvreté et devenir des pays à revenu moyen supérieur ou à revenu élevé, en fonction de leur point de départ.

## 2.2. *L'inclusion sociale*

Les marchés du travail à travers le monde connaissent des changements sans précédent qui s'expliquent en grande partie par la mondialisation et le progrès technique. Les travailleurs ayant un faible niveau d'instruction se retrouvent de plus en plus sans compétences monnayables, et connaissent le chômage ou de très bas salaires. Les bons emplois exigent aujourd'hui un niveau d'éducation plus élevé et une formation plus spécialisée que par le passé. Ceux qui ont des compétences, une bonne éducation et des relations sociales bénéficient souvent d'énormes gains de revenu. En conséquence, les inégalités de revenus dans de nombreux pays, riches et pauvres, ont explosé au cours des deux dernières décennies, ce qui compromet l'équité, la justice et même les droits humains fondamentaux dans ces sociétés. Le taux de chômage élevé chez les jeunes est particulièrement préoccupant dans de nombreux pays, à l'exception de quelques-uns où des institutions ciblées de formation professionnelle et d'apprentissage semblent soutenir la transition entre l'école et le travail.

Malgré des avancées importantes, l'inégalité entre les sexes persiste dans de nombreuses sociétés et la violence contre les femmes reste très répandue. En outre, la discrimination contre les minorités ethniques, les peuples autochtones et les populations géographiquement isolées existe encore dans de nombreux contextes. L'inégalité des sexes et d'autres formes de discrimination privent les sociétés du plein potentiel productif d'une large proportion de leurs populations. La réalisation des droits économiques et sociaux de tous les membres de la société et la réduction des inégalités sont donc des éléments importants d'un cadre pour le développement durable.

Un autre défi de l'inclusion sociale est celui du maintien ou de l'amélioration de la qualité des interactions sociales, que les sociologues appellent le « capital social ». Ce terme a plusieurs significations reliées entre elles. Il peut signifier le degré de confiance dans la société, une ressource rare qui contribue à la productivité économique et au bien-être humain. Le capital social peut se rapporter aux droits culturels et aux pratiques qui permettent aux gens de se sentir fiers de leur identité. Il se réfère également à l'honnêteté et la responsabilité des gouvernements et des entreprises. Le capital social couvre également la capacité des personnes à faire valoir leurs points de vue et à défendre leurs intérêts dans des processus publics communs de prise de décision, qui sont essentiels à l'accès des pauvres aux ressources et aux opportunités et à la réalisation de leurs droits. Enfin, le capital social se réfère à la résilience des organisations de la société civile – comme les organismes de bienfaisance, les groupes d'entraide et les « entreprises sociales » sans but lucratif qui répondent aux besoins sociaux au-delà de la recherche de profit. Dans de nombreux pays, la recherche semble indiquer un déclin du capital social. La confiance est en baisse, la corruption (ou la perception de celle-ci) est à la hausse vis-à-vis à la fois du gouvernement et du secteur des entreprises, et le travail des organisations de la société civile peut être compromis.

Pour garantir un développement durable, les gains économiques doivent être socialement inclusifs, et la qualité des interactions sociales – la culture, la confiance, l'honnêteté, le bénévolat et l'altruisme – doit être renforcée à travers la promotion de l'éthique sociale et le respect des droits de l'homme pour tous. Les voies vers la lutte contre les inégalités, la lutte contre la discrimination et l'amélioration des autres formes de capital social sont complexes et incertaines. Pourtant, tout indique que les politiques et les investissements peuvent jouer un rôle important dans la réduction des inégalités et la promotion de l'égalité des chances pour tous. Il s'agit notamment d'encourager : l'éducation et la formation sur le lieu de travail, en

particulier pour les pauvres ; les politiques intelligentes pour promouvoir de nouvelles industries ; les réformes administratives et les mesures de lutte contre la corruption ; les actions positives en faveur des pauvres et des marginalisés ; et les filets de sécurité sociale afin de mieux gérer les risques de maladie et les conséquences de la vieillesse.

### *2.3. La durabilité environnementale*

Le développement durable ne peut être atteint sans un environnement durable et la poursuite d'une économie verte, ce qui implique un découplage entre le progrès économique et les dommages environnementaux d'origine anthropique. En dépit d'une sensibilisation croissante du public, les problèmes environnementaux extrêmes se sont considérablement aggravés au cours des vingt années qui ont séparé le sommet de Rio en 1992 et de celui de Rio+20 en 2012 : changement climatique, pollution et mauvaise gestion des produits chimiques, utilisation non durable de l'eau, agriculture non durable, villes insalubres, perte massive de biodiversité, maladies émergentes, déforestation, désertification et appauvrissement et dégradation des océans. Il est nécessaire et possible d'inverser ces tendances, mais les pays manquent de stratégies à long terme pour relever ces défis profonds, et la connaissance de l'environnement et la résolution de problèmes restent bien trop faibles à l'échelle locale, nationale et mondiale.

Les pauvres dépendent souvent fortement des ressources naturelles pour leur subsistance et leur survie et sont les plus vulnérables aux changements environnementaux, c'est pourquoi la pauvreté extrême ne pourra être éliminée que si la dégradation de l'environnement est stoppée et inversée. Cela nécessitera notamment une réduction drastique de l'utilisation intensive de ressources primaires pour la production et la consommation dans les pays à revenu élevé et moyen.

Il est particulièrement urgent de décarboniser l'économie d'ici 2050. L'économie mondiale repose sur les combustibles fossiles, qui constituent plus de 80 % de la consommation d'énergie primaire dans le monde. Pour préserver le monde d'un changement climatique incontrôlable, nous devons parvenir à un système énergétique et industriel décarboné d'ici 2050, ce qui signifie un système émettant beaucoup moins de dioxyde de carbone, ou qui capture et séquestre le dioxyde de carbone émis. Pourtant, même avec les progrès de la technologie des énergies renouvelables, les combustibles fossiles restent moins chers en valeur marchande que la plupart des sources d'énergie à faible émission de carbone et ces dernières ont donc continué à augmenter fortement. Le nœud du problème est que les prix du marché des combustibles fossiles ne reflètent pas leurs véritables coûts sociaux et environnementaux, notamment les coûts du changement climatique et de la pollution. Un « prix social du carbone » doit être ajouté au coût du marché pour refléter les coûts réels des combustibles fossiles, et induire ainsi une transition vers les énergies à basse émission de carbone.

Même dans les scénarios les plus optimistes, certains changements climatiques sévères sont désormais devenus incontournables. Par exemple, dans les décennies à venir, la fréquence et la gravité des événements météorologiques extrêmes vont augmenter, faisant pression sur l'agriculture, les villes et les infrastructures ; certaines zones côtières seront probablement inondées et certaines régions fragiles pourront devenir inhabitables ; beaucoup plus de récifs coralliens blanchiront et la perte de biodiversité va s'accélérer. En conséquence, les stratégies visant à atteindre les objectifs économiques, sociaux, environnementaux, de gouvernance et

de sécurité personnelle doivent être « résilientes au climat » et promouvoir l'adaptation au changement climatique.

L'agriculture durable et la sécurité alimentaire constituent un autre défi majeur. La production alimentaire est souvent destructrice de l'environnement, ce qui provoque l'épuisement des eaux souterraines, l'érosion des couches arables, les émissions de gaz à effet de serre, la pollution par les engrais et les pesticides, la perte de l'habitat et le déclin de la biodiversité. Si, en moyenne, il y a aujourd'hui assez d'aliments pour nourrir 7 milliards habitants sur Terre, la sous-nutrition de milliards de personnes coexiste avec de surnutrition (apport calorique excessif) d'environ un autre milliard. Trop de nourriture est gaspillée. Les régions touchées aujourd'hui par une malnutrition généralisée et une pénurie alimentaire croissante ont tendance à s'étendre et demeureront vulnérables à l'insécurité alimentaire dans un avenir prévisible, en particulier à cause du changement climatique, de l'épuisement des réserves d'eau douce et de l'érosion des terres. La croissance de la population mondiale et de la demande alimentaire par habitant ne fera qu'exacerber ces problèmes. Ces défis doivent être relevés grâce à la poursuite d'une intensification de l'agriculture respectueuse de l'environnement – en particulier par les petits exploitants agricoles, les investissements dans la capacité d'adaptation au changement climatique, la forte réduction des pertes dans la chaîne de production alimentaire, et en encourageant la réduction rapide et volontaire de la fécondité.

Les villes et le développement urbain constituent un autre défi prioritaire. Les villes présentent souvent des taux de croissance ingérables ; sont malsaines pour leurs résidents ; comptent d'importants bidonvilles qui se développent ; dépendent de technologies désuètes en termes de transport et d'énergie ; sont menacées par de graves catastrophes environnementales ; et ne parviennent pas à générer suffisamment d'emplois pour offrir du travail à leurs populations souvent jeunes. Comme la durée de vie de l'infrastructure urbaine est très longue, les décisions prises aujourd'hui en matière d'investissement risquent d'enfermer les villes dans une utilisation non durable des ressources et dans des environnements malsains pendant longtemps. Pourtant, les villes offrent aussi un énorme potentiel pour un changement positif et sont souvent à la pointe de l'innovation dans les technologies et les politiques. De plus en plus, les villes sont le pivot du développement économique et de l'éradication de la pauvreté, l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance.

Les décideurs politiques ne connaissent généralement pas assez bien l'ampleur des défis environnementaux, sont trop focalisés sur des objectifs à court terme et sont excessivement influencés par les intérêts partisans qui résistent à la transition vers la durabilité. Souvent, les politiques environnementales sont compromises par la croyance qu'il faut opter pour la croissance économique maintenant, puis nettoyer plus tard. Mais les expériences de nombreux pays montrent que le coût nécessaire pour « nettoyer plus tard » peut être prohibitif. Plus grave encore, comme le monde a atteint ou dépassé de nombreuses limites planétaires, il est impossible de soutenir les politiques donnant la priorité à la croissance. D'autres voies de développement sont disponibles, mais les gouvernements de nombreuses régions du monde doutent de leur faisabilité, en surestiment les coûts et manquent de confiance mutuelle quant aux véritables intentions de chacun de relever les défis de développement durable.

#### *2.4. Bonne gouvernance et sécurité personnelle*

Tous les secteurs de la société doivent assurer une bonne gouvernance : les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile. Les gouvernements nationaux et locaux doivent bâtir des institutions efficaces et poursuivre le développement durable avec transparence, responsabilisation, des mesures claires et une ouverture à la participation de toutes les parties prenantes. Ils doivent respecter et promouvoir la primauté du droit ainsi que les droits économiques et sociaux élémentaires. Les gouvernements doivent concevoir des stratégies de financement, aider à mobiliser les ressources nécessaires et fournir les biens publics indispensables au développement durable. Les décisions des pouvoirs publics doivent être prises sur la base de preuves scientifiques.

Le bien public le plus important est la paix et la sécurité, y compris la sécurité personnelle. Le développement ne peut prospérer sans protection contre la violence personnelle et psychologique. Lorsque les conflits éclatent, le développement devient impossible et les gains durement acquis sont rapidement inversés, comme en témoigne le fait qu'aucun pays en conflit n'atteint les OMD. Mettre fin aux conflits nécessite souvent une aide internationale sous forme de médiation, de maintien de la paix et d'assistance pour répondre aux besoins économiques et sociaux sous-jacents induits par les conflits. La sécurité personnelle, la fin du conflit et la construction de la paix sont donc des éléments essentiels de la bonne gouvernance pour le développement durable.

Le secteur privé est le principal moteur de la croissance économique et de la création d'emplois. Il élaborera et appliquera la plupart des nouvelles technologies, les modèles organisationnels et les systèmes de gestion qui sont nécessaires au développement durable. La bonne gouvernance d'entreprise exige donc que toutes les entreprises, en particulier les grandes entreprises multinationales, adoptent des objectifs transparents en matière de développement durable, et qu'elles soient responsables de ces objectifs vis-à-vis de leurs investisseurs, clients, fournisseurs et de la société en général. Nous devons reconnaître que les entreprises sont souvent plus puissantes que les gouvernements pour déterminer le sort du développement durable et qu'elles disposent de technologies, de compétences organisationnelles et de moyens sans égal. Pourtant, il est fréquent que leurs motivations ne soient pas alignées avec les objectifs publics de développement durable. Il ne peut donc pas y avoir de développement durable sans une bonne gouvernance et une responsabilisation des entreprises. En particulier, les entreprises doivent travailler de manière responsable et constructive avec les gouvernements pour faire face aux défaillances du marché, aider à mobiliser les ressources nécessaires et veiller à ce que les incitations privées s'harmonisent avec les objectifs publics. Elles doivent être tenues responsables des conséquences environnementales et sociales de leurs actions, sur le modèle du principe « pollueur-payeur ». Tout cela peut nécessiter des changements fondamentaux de certains modèles commerciaux.

Il ne peut pas non plus y avoir de développement durable sans contribution de la société civile. Celle-ci comprend les organismes bénévoles qui doivent demander des comptes à la fois aux gouvernements et aux entreprises en termes de performances et d'honnêteté, organiser et mobiliser les communautés, fournir des services, maintenir les quartiers agréables et sûrs, et promouvoir des activités culturelles. Elle comprend les organismes philanthropiques qui soutiennent la science, la recherche, l'éducation et l'aide aux pauvres. Elle comprend les organisations de la société civile qui défendent l'environnement contre la pollution et d'autres externalités découlant de l'économie. Et elle comprend les « entreprises



sociales », qui ont souvent un statut juridique distinct et travaillent sur un modèle d'affaires mais dont le but unique ou principal n'est pas le profit.

Un défi majeur pour les gouvernements à tous les niveaux, le secteur privé et la société civile est de tenir la promesse des nouvelles technologies pour le développement durable. Pour réaliser des progrès substantiels dans chacune des quatre dimensions du développement durable, il faudra adopter à grande échelle les technologies de pointe déjà disponibles. De nombreuses technologies plus durables devront être mises au point. Les universités et les instituts de recherche jouent donc un rôle important dans le développement durable. Ils sont les moteurs de la recherche scientifique et technologique fondamentale. Ils forment les futures générations de dirigeants qui devront résoudre un grand nombre des défis du développement durable laissés par les générations précédentes. Ils effectuent une grande partie de la recherche opérationnelle nécessaire pour mieux comprendre les défis, trouver des solutions, surveiller et évaluer les progrès. Et ils peuvent être un partenaire important dans le diagnostic des problèmes locaux et pour élaborer des voies vers le développement durable.

### 2.5. Les synergies et les compromis – l'intégration des quatre dimensions du développement durable

Les stratégies de développement durable doivent être intégrées et traiter les interconnexions entre les quatre dimensions. Par exemple, une stratégie de sécurité alimentaire doit répondre aux besoins particuliers de l'extrême pauvreté dans les zones rurales et urbaines, mais aussi aux disparités entre les sexes afin que les femmes et les jeunes filles aient un accès égal à l'alimentation. Il est tout aussi important qu'elle garantisse une utilisation durable des ressources en eau, qu'elle préserve les éléments nutritifs du sol, protège les foyers de biodiversité et encourage la résilience et l'adaptation au changement climatique. De même, une telle stratégie doit développer des institutions efficaces, assurer un financement adéquat dans un contexte de ressources limitées, et bien plus encore.

Les interdépendances entre les quatre dimensions du développement durable varient d'un pays à l'autre, d'une ville à l'autre et d'une région à l'autre. Aussi, les acteurs publics et privés aux niveaux local, national, et régional ont besoin d'établir un diagnostic des interdépendances entre les secteurs, d'identifier des stratégies pour exploiter les synergies ou les situations « gagnant-gagnant », et de déterminer comment gérer les compromis entre les domaines politiques.

### **3. Fixer des objectifs de développement durable à l'horizon 2030**

Relever les défis du développement durable nécessite une vision commune de l'élimination de l'extrême pauvreté sous toutes ses formes et de la transformation fondamentale de l'organisation de nos économies. La collaboration nécessaire entre les acteurs et les pays ne peut être obtenue que par le biais d'objectifs communs mondiaux. Pour cette raison, le monde a besoin d'objectifs de développement durable efficaces et largement partagés pour prendre la suite des OMD après 2015. Bien sûr, la définition d'objectifs mondiaux aura peu d'impact si elle n'est pas suivie d'une action concertée, mais il est difficile d'imaginer une voie vers la durabilité mondiale sans un ensemble ambitieux d'objectifs communs pour le développement durable.

Des objectifs bien conçus pour l'après 2015 aideront le public à comprendre les défis complexes à long terme, inspireront l'action publique et privée, et encourageront la

responsabilisation. Les objectifs seront enseignés aux enfants dans les l'école en tant que définition abrégée du développement durable. Les objectifs serviront également à promouvoir une réflexion intégrée et clore les débats stériles qui opposent une dimension du développement durable contre l'autre. Ils mobiliseront les gouvernements et le système international pour renforcer la mesure et le suivi du développement durable.

Si notre cadre pour le développement durable décrit bien les défis auxquels le monde est confronté, alors la nouvelle série d'objectifs post-2015 jusqu'à l'année 2030 doit s'appliquer à tous les pays – riches et pauvres – pour les quatre dimensions du développement durable. Cela ne signifie pas que chaque objectif doit être un « objectif ambitieux » pour tous les pays. Les pays riches, par exemple, sont susceptibles d'avoir atteint la plupart des objectifs liés au développement économique, mais beaucoup restent à la traîne en termes d'objectifs liés à l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la gouvernance. Les pays qui ne peuvent pas réaliser seuls les objectifs devraient recevoir un soutien international.

L'Assemblée générale des Nations Unies adoptera les objectifs de l'après 2015 à la suite d'un processus intergouvernemental de négociation. Si ce processus ne fait que commencer, il est raisonnable de penser que les objectifs post-2015 pourront comprendre les éléments suivants :

- Mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une croissance durable
- Promouvoir une vie saine et une fertilité durable
- Promouvoir une éducation de qualité, des compétences professionnelles et un travail décent
- Promouvoir l'égalité des sexes, la sécurité et le bien-être
- Eviter le changement climatique dangereux et la pollution industrielle
- Assurer la sécurité alimentaire et une offre alimentaire durable
- Protéger la biodiversité et les services écosystémiques
- Construire des villes intelligentes, saines et résilientes
- Tenir la promesse des technologies pour le développement durable
- Veiller à la bonne gouvernance et à la responsabilisation

Ces objectifs peuvent sembler utopique. Ils ne sont pas. En effet, le monde a le vent en poupe pour les atteindre. L'extrême pauvreté dans les pays en développement a diminué de moitié entre 1990 et 2010, passant de 43 % à environ 22 %. Les taux de mortalité infantile ont baissé, passant de 97 ‰ à 63 ‰. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est passé de 82 % à 90 % du nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire. L'accès à l'eau potable est passé de 76 % à 89 % de la population. Et la révolution technologique se répand partout, le nombre d'abonnements de téléphonie mobile dépassant 6 milliards à travers le monde, dont 250 millions en Afrique subsaharienne. D'ici 2017, plus de 80 % du monde aura accès à Internet haut débit sans fil. L'élan donné par la technologie, la gestion et la sensibilisation mondiale fait qu'il est possible d'être ambitieux en matière de développement durable.

L'une des leçons des OMD est la nécessité de se doter de systèmes de données de meilleure qualité pour suivre les progrès en faveur des objectifs internationaux et pour soutenir les efforts de gestion visant à atteindre les objectifs. Par conséquent, la nouvelle série d'objectifs de développement durable doit être renforcée par une amélioration considérable de la collecte et du traitement des données locales, nationales et mondiales, en utilisant de nouveaux outils

(SIG, satellite, réseaux sociaux, etc.) ainsi que les outils existants. Nous aurons besoin de données en temps réel, complexes, localisées et infranationales pour soutenir les efforts de développement durable.

#### **4. L'application du cadre : les voies intégrées vers le développement durable**

Un cadre pour le développement durable doit être appliqué à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale. Chaque région, chaque pays, chaque ville et chaque localité rurale aura besoin d'analyser sa propre situation, en se posant des questions telles que : Comment pouvons-nous mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes ? Comment pouvons-nous réduire le chômage des jeunes ? Comment pouvons-nous réduire les disparités entre les sexes et les groupes socio-économiques ? Quelles sont les ressources énergétiques renouvelables disponibles au niveau local et régional ? Quelles sont les vulnérabilités locales en termes de production alimentaire et de sécurité alimentaire ? Comment les taux de fertilité et les tendances démographiques affectent les perspectives de développement durable ? Et ainsi de suite.

Les voies possibles sont bien sûr très complexes, soumises à de fortes incertitudes technologiques, et nécessiteront probablement d'importantes ressources financières. Elles exigent souvent des changements de comportement et impliquent des interactions complexes entre les objectifs, dans le temps et entre les acteurs. Les sections ci-dessous identifient quelques questions qui devront être abordées dans l'application du cadre. Cette liste n'est pas exhaustive et est conçue comme un point de départ pour déclencher la discussion et inciter une résolution pratiques des problèmes.

##### *4.1. L'importance du découplage*

Les voies vers le développement durable ont besoin de « découpler » la croissance économique de l'utilisation accrue des ressources primaires, réduisant ainsi la production à forte intensité de ressources. A l'heure où les économies riches cherchent à maintenir leur niveau de vie et à relancer la croissance, et où les économies au revenu faible et moyen souhaitent réussir la convergence économique, le découplage est une condition fondamentale du développement durable.

Le découplage nécessite une approche holistique de la transformation de l'économie dans son ensemble en ce qui concerne l'utilisation de l'énergie et l'utilisation des ressources et des matériaux. Les domaines importants de découplage comprennent :

- Des mesures d'efficacité énergétique et des systèmes énergétiques à faibles émissions de carbone (énergies renouvelables, nucléaire, captage et stockage de carbone) peuvent découpler l'utilisation croissante d'énergie des émissions de dioxyde de carbone ;
- L'agriculture de précision, l'amélioration des variétés, la gestion efficace de l'eau et les pratiques agricoles sans labour peuvent découpler l'augmentation des rendements alimentaires de l'utilisation non durable d'eau, de produits chimiques, d'engrais et de terre ;

- Les bâtiments écologiques, les réseaux intelligents et les systèmes de transport améliorés peuvent découpler l'urbanisation de l'augmentation de la consommation d'énergie urbaine et assurer une utilisation efficace des terres.

Les signaux du marché ne sont actuellement pas suffisants pour parvenir au découplage, car le marché n'oblige pas les pollueurs<sup>2</sup> à supporter intégralement le coût de la pollution et ne définit pas de prix pour les services écosystémiques. C'est particulièrement le cas lorsque la pollution est globale ou touche des zones très éloignées du point d'impact, car les systèmes politiques ont alors de grandes difficultés à internaliser les externalités, que ce soit par des lois, des incitations économiques ou des normes sociales. Pour cette raison, un découplage réussi exigera des corrections des signaux du marché défectueux, un renforcement de la coopération politique régionale et mondiale, des stratégies visant à promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des technologies durables, et une meilleure sensibilisation et compréhension du public concernant les principaux défis.

Les investissements en infrastructures durables coûteront de l'argent et représenteront un fardeau pour les pays à faible revenu. Une *stratégie de financement* juste et pratique doit donc être au cœur du développement durable. Au moins trois éléments d'une telle stratégie seront nécessaires. Tout d'abord, les pollueurs doivent payer pour nettoyer derrière eux et compenser ceux qui portent le fardeau de la pollution. Deuxièmement, les services écosystémiques doivent être tarifés. Troisièmement, les pays riches doivent aider les pays pauvres à couvrir les coûts supplémentaires d'investissement.

Enfin, le découplage nécessite des stratégies claires pour la gestion des « actifs échoués » non durable, comme les dépôts de combustibles fossiles qui ne devraient pas être exploités ou les centrales au charbon qui deviennent non rentables lorsque le prix des émissions de carbone augmente. Ces stratégies doivent s'attaquer à des enjeux politiques, juridiques et financiers profonds, susceptibles de retarder ou d'entraver le découplage entre la croissance économique et l'utilisation des ressources et la pollution.

#### 4.2. La nécessité de changer de comportement et d'expliquer l'argument commercial pour le développement durable

Pour que le monde soit rapidement mis sur la voie du développement durable à long terme, il faut qu'un très grand nombre d'individus changent de comportement et fassent des choix différents en matière de gestion d'entreprise, d'éthique, de politique, de modes de vie et de consommation personnelle, d'utilisation des ressources, de fertilité, d'éducation, etc. Dans certains cas, les politiques publiques peuvent créer les incitations qui motivent le comportement (en fixant un prix qui est égal au coût social, par exemple). Souvent, le comportement est conditionné par des facteurs qui échappent au contrôle direct des politiques publiques et aux incitations économiques. Lorsque les chefs de gouvernement sont responsables devant leur peuple, changer la compréhension, et même les comportements, de la population devient une condition nécessaire à l'évolution des politiques.

L'opérationnalisation du cadre pour le développement durable exige donc des diagnostics clairs des changements nécessaires dans les comportements professionnels et personnels,

---

<sup>2</sup> Le terme « pollueur » comprend, entre autres, les producteurs à faible efficacité et les consommateurs qui gaspillent les ressources de façon préjudiciable pour la société dans son ensemble.

ainsi que des stratégies explicites permettant de réaliser de tels changements. Ces stratégies peuvent s'appuyer sur des exemples réussis dans les domaines de la santé publique, l'éducation, la politique entre autres. Changer le comportement des sociétés privées nécessite entre autres une définition claire de l'argument commercial pour le développement durable. Dans certains cas, les entreprises obéissent aux « anciennes façons de faire les choses » et ne parviennent pas à explorer de nouvelles opportunités commerciales susceptibles d'augmenter la rentabilité en réduisant l'utilisation de matières premières, limitant la pollution, et augmentant l'acceptation par leurs clients. Le Réseau des solutions pour le développement durable travaillera avec les réseaux du secteur privé pour aider à expliquer l'argument commercial pour le développement durable, en mettant particulièrement l'accent sur les moyens de dépasser l'idée qu'être le premier à agir est un inconvénient.

#### 4.3. *Quantifier les enjeux du développement durable*

Le développement durable nécessite une quantification. Quel doit être le rythme de la décarbonisation ? Quelle quantité d'eau peut être utilisée pour l'agriculture dans un endroit particulier ? Comment l'utilisation des engrais doit-elle être modérée pour protéger à la fois les cultures et les cours d'eau ? Quelles sont les implications de la croissance des villes ? Quelles sont les implications des différentes voies démographiques pour les perspectives de développement durable des pays ? Quelles sont les techniques les plus efficaces pour réduire et gérer les risques de catastrophe ? Ces questions, et bien d'autres, exigent une évaluation quantitative associant les systèmes terrestres et les systèmes humains, et ce à différentes échelles, du local au global. À titre d'exemple, nous illustrons les défis liés aux ressources émanant de la croissance économique (encadré 1).

#### Encadré 1: La croissance économique et les défis en matière de ressources

D'après la définition des groupes de revenu de la Banque mondiale, le monde se divise entre les catégories de revenu suivantes :

Catégorie	Population 2011 (milliard)	Revenu moyen 2011(\$US PPA)	Revenu Total (mille milliards de \$US PPA)
Faible revenu	0,8	1 383	1,1
Revenu moyen inférieur	2,5	3 833	9,7
Revenu moyen supérieur	2,5	10 705	26,6
Revenu élevé	1,1	38 572	43,8
<b>Monde</b>	<b>7,0</b>	<b>11 574</b>	<b>81,3</b>

Comme le montre ce tableau, faire passer les pays à faible revenu au statut de pays à revenu moyen inférieur n'entraînerait pas en soi une forte augmentation du revenu mondial. Si les pays aujourd'hui à faible revenu, dont le revenu moyen par habitant est de 1 383 \$, devenaient des pays au revenu moyen inférieur, avec 3 833 \$ par habitant, l'augmentation des revenus serait de 2 000 milliards de dollars, soit seulement 2,5 % du revenu mondial actuel. Si les pays qui ont aujourd'hui un revenu moyen inférieur devenaient des pays à revenu moyen supérieur, l'augmentation du revenu mondial serait de 21 %. Et si les pays aujourd'hui à revenu moyen supérieur devaient obtenir le statut de pays à revenu élevé, l'augmentation serait de 85 % du revenu mondial actuel.

Comme l'utilisation des ressources reste directement liée au revenu, la principale conclusion est que l'augmentation du revenu moyen des habitants des pays les plus pauvres n'est pas en soi un défi majeur en termes de ressources ou un fardeau pour la planète. Par contre, le changement de statut des pays à revenu moyen vers des conditions de revenu élevé représente aujourd'hui un défi beaucoup plus important en termes de ressources. Ceci ne peut être réalisé de manière durable que si le monde parvient à dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources primaires et la dégradation de l'environnement.

## **5. Conclusion**

Le cadre pour le développement de l'après-2015 sera élaboré et adopté par les Etats membres des Nations Unies au cours des deux prochaines années. Par rapport aux OMD, il semble nécessaire d'élargir l'ordre du jour et de donner plus d'importance aux questions d'inégalité et d'inclusion sociale, aux besoins particuliers des États fragiles, à l'utilisation des ressources naturelles et aux limites planétaires, etc. Le monde est devenu plus interconnecté et exerce de très fortes pressions sur de nombreuses limites planétaires, aussi le cadre post-2015 devra s'appliquer à tous les pays – riches et pauvres.

L'adoption d'un cadre post-2015 audacieux et large ne garantit pas que les pays réussiront à s'attaquer aux quatre dimensions du développement durable. Pourtant, il semble difficile d'imaginer que des progrès significatifs puissent être réalisés en termes d'éradication de la pauvreté, de promotion du développement économique, d'inclusion sociale et de promotion de la durabilité environnementale sans un cadre commun international. C'est pourquoi la réussite de l'adoption d'un ensemble d'objectifs audacieux et opérationnels est si importante.

Le Réseau des solutions pour le développement durable aidera à mobiliser les universités, les instituts de recherche, les entreprises et les organisations de la société civile par le biais d'un processus ouvert accélérant la mise en œuvre de solutions pratiques aux problèmes de développement durable. En particulier, le réseau permettra d'identifier et de promouvoir des initiatives qui peuvent avoir un impact transformationnel sur le développement durable. Ainsi, nous espérons contribuer à faire évoluer le monde vers la voie du développement durable.